



PAR TRISTAN GASTON-BRETON

Hugo Chavez ou le pétrole « rendu au peuple »

« Il faut rendre le pétrole au peuple ». En ce début d'année 2000, c'est un véritable séisme qui secoue le petit monde des grands groupes pétroliers mondiaux. Elu deux ans plus tôt avec une confortable majorité, le nouveau président du Venezuela, Hugo Chavez, n'a pas fait mystère de son intention d'utiliser les recettes pétrolières pour financer ses ambitieuses promesses électorales. Une politique qui passe par une très ferme reprise en main de la société publique Petroleos de Venezuela SA (PDVSA), devenue avec le temps un véritable Etat dans l'Etat et dont les liens avec les majors occidentales ne sont un mystère pour personne. Au siège du groupe, ces projets suscitent d'emblée une levée de boucliers. Les dirigeants et les cadres de la compagnie publique savent qu'ils ne sont pas seuls : à Washington aussi, on s'in-

quiète ouvertement des « dérives » de Chavez. Anti américain, anti libéral, nationaliste, l'homme semble bien décidé à contester l'hégémonie des Etats-Unis, non seulement en Amérique Latine, mais aussi ailleurs dans le monde. Même si Chavez a déclaré ne pas vouloir interrompre les livraisons d'or noir vénézuélien aux Etats-Unis, ses projets concernant la PDVSA y font le plus mauvais effet : le Venezuela ne fournit-il pas 17,5% des importations américaines de pétrole ? Un ami de Castro à la tête d'un pays aussi stratégique, un homme décidé à mener sa propre diplomatie et à nouer des contacts avec l'Iran, la Chine et la Russie, un homme résolu en outre à casser le pouvoir de la PDVSA : voilà ce dont on ne veut ni à Washington, ni au siège de la compagnie publique. Au point d'envisager très sérieusement de pousser Chavez vers la sortie...



Qu'il s'agisse du Mexique ou du Venezuela, les Etats-Unis n'ont décidément pas de chance avec les pays producteurs de pétrole situés sur le continent américain ! Tout avait pourtant si bien commencé. Au Mexique d'abord, d'où allait venir la première alerte. Du pétrole y avait été découvert en 1904 dont l'exploitation avait été confiée à deux compagnies : l'américaine Pan American Petroleum, créée par Edward L. Doheny, et l'anglaise Mexican Eagle, œuvre de l'un des plus célèbres ingénieurs de son époque : Sir Weetman Pearson. Spécialisé dans la conception et la fabrication de grands ouvrages publics - ponts, canaux, tunnels...- celui-ci était très vite devenu l'un des principaux opérateurs pétroliers du Mexique, avant de revendre sa compagnie à la Royal Dutch Shell, en 1919. Avec l'argent de la transaction, Sir Pearson allait édifier un empire de presse qui compte aujourd'hui des titres aussi prestigieux que le Financial Times, The Economist, les éditions Penguin ou le quotidien Les Echos... Par la suite, la plupart des grands groupes pétroliers s'étaient implantés au Mexique, qu'il s'agisse de la Gulf ou de la Standard Oil of New Jersey. Au début des années 1920, le Mexique était devenu ainsi le deuxième producteur mondial de pétrole, un véritable

eldorado pour les majors. Jusqu'à ce 18 mars 1938 où le président mexicain Cardenas avait signé un décret expropriant et nationalisant l'industrie pétrolière et transférant tous ses actifs à une compagnie nationale. Soucieux, en pleines tensions internationales, de ne pas ouvrir un front sur la frontière sud des Etats-Unis, le président Roosevelt avait refusé d'intervenir militairement, se contentant de négocier avec le gouvernement mexicain de confortables indemnités pour les compagnies expropriées. Par chance pour ces dernières, il y avait encore le pétrole vénézuélien...

De l'or noir y avait été découvert dès la fin du XIXème siècle. Mais le véritable « boom » pétrolier s'était produit sous le régime du général Gomez, qui devait rester au pouvoir de 1908 à 1928. Corrompu jusqu'à la moelle, considérant son pays comme son bien personnel, distribuant les prébendes à ses fidèles et à sa famille, cette caricature de dictateur, père de 97 enfants illégitimes et grand admirateur du Kaiser, avait largement ouvert la porte du Venezuela aux majors du pétrole. Au début des années 1920, elles étaient toutes là, arrosant généreusement le clan Gomez qui, de son côté, prenait un malin plaisir à jouer sur tous les tableaux.

L'un des gendres du général Gomez s'était ainsi amusé à vendre deux fois, et à deux compagnies différentes, des droits d'exploitation pétrolière, encaissant dans l'affaire des sommes considérables et laissant les deux opérateurs se débrouiller pour gérer ce casse-tête. Dans une autre affaire de concession portant sur l'attribution de droits dans la région du lac Maracaïbo, la Standard Oil of New-Jersey avait pris soin d'acheter une petite flottille de pêche dans l'hypothèse, toujours possible, où une mésaventure de ce type lui arriverait. A défaut de pétrole, elle pourrait toujours se livrer au commerce de poisson... Pour exploiter l'or noir au Venezuela, il fallait, en somme, des nerfs d'acier et beaucoup d'argent. Mais le jeu en valait la chandelle : après la nationalisation du pétrole mexicain, le Venezuela était devenu le deuxième producteur mondial d'or noir derrière les Etats-Unis. Dès cette époque, les compagnies occidentales faisaient la pluie et le beau temps sur place. Au début des années 1920 ainsi, elles avaient obtenu le départ du ministre des finances, partisan d'une augmentation des taxes payées sur l'or noir. A Caracas, il n'était pas un seul homme politique qui ne reçût des fonds des compagnies occidentales.

Mais le vent, là aussi, avait fini par tourner. En 1943, le gouvernement vénézuélien, inspiré par l'exemple mexicain et en quête d'argent, avait édicté de nouvelles règles, imposant aux concessionnaires une hausse sensible des royalties et, surtout, un partage par moitié du bénéfice global. La célèbre règle des « 50/50 » venait de naître qui allait bientôt faire école dans tous les pays producteurs de pétrole. Puis étaient venues, en 1975, la nationalisation et la création de la société publique PDVSA. Dix ans plus tard, à la faveur de la globalisation de l'économie, les autorités vénézuéliennes avaient changé leur fusil d'épaule et mis en œuvre une nouvelle politique, baptisée « ouverture pétrolière ». Afin d'augmenter ses recettes et d'exploiter de nouveaux gisements, la PDVSA avait reçu l'autorisation de nouer des partenariats avec les compagnies étrangères, notamment étrangères. C'est ainsi que dans les années 1990, une multitude de filiales communes avaient été créées - avec Shell, Mobil, BP, Elf Aquitaine, Amoco, Chevron... - pour exploiter les champs pétrolifères du Venezuela. C'est ainsi également que le géant public avait fini par être totalement « trusté » par les intérêts étrangers et était devenu un véritable Etat dans l'Etat, menant sa propre politique et faisant voter



des lois favorisant ses activités et celles de ses partenaires. Au milieu des années 1990 ainsi, son PDG, Luis Giusti, était un ancien dirigeant de Shell et un ancien conseiller de l'administration Bush. Sous son mandat, la PDVSA était parvenue à faire voter une loi l'autorisant à exporter vers les Etats-Unis la totalité d'un gisement de gaz récemment découvert. A la faveur de la politique d'ouverture pétrolière, le groupe public avait en fait totalement échappé aux autorités vénézuéliennes. Résultat : la part des recettes versées par le groupe à l'Etat n'avait cessé de se réduire, passant de 70% en 1981 à 38% en 1999...

C'est cette situation que Hugo Chavez est bien décidé à changer, dès son entrée en fonction au début de l'année 1999. Le nouveau président a en effet des ambitions : il veut construire des centaines d'écoles et des milliers de logements, redistribuer des millions d'acres de terres, créer des coopératives agricoles, procurer des soins de santé au plus grand nombre... Et pour financer ce programme, il compte sur les recettes pétrolières, ce qui suppose avant tout de remettre au pas la PDVSA. En septembre 1999 et novembre 2001, deux lois bouleversent de fond en comble la législation pétrolière vénézuélienne. Le groupe public

est placé sous l'autorité directe du Ministère de l'Energie et des Mines et se voit imposer un nouveau PDG ; un coup de frein est donné à l'internationalisation du groupe et à l'ouverture de son capital, via les filiales communes ; le caractère public du sous-sol vénézuélien est réaffirmé. Dans le même temps, Hugo Chavez fait campagne au sein de l'OPEP, dont le Venezuela est membre, afin d'obtenir une augmentation du prix du baril, notamment par une baisse concertée de la production. Enfin, Chavez signe un accord avec une dizaine de pays des Caraïbes et d'Amérique Centrale pour la vente de pétrole à des prix préférentiels. Un accord est également signé avec Cuba prévoyant l'échange d'or noir contre 13 000 médecins. Tous les éléments de l'affrontement entre Chavez d'un côté, la PDVSA et Washington de l'autre, sont désormais réunis...

Au sein du groupe public, on n'apprécie en effet pas du tout le coup d'arrêt donné à la politique d'internationalisation, les ventes à prix préférentiels et les prélèvements - pas moins de 600 millions de dollars - effectués par l'Etat pour financer les grands programmes sociaux de Chavez. La valse des PDG - trois depuis 2000 - fait également grincer des dents au sein



des cadres de l'entreprise. Le conflit éclate le 7 avril 2002 lorsque Chavez impose le départ d'une vingtaine de cadres. L'affrontement, cette fois, est inévitable. Cinq jours plus tard, le 12 avril, un coup d'Etat est organisé contre le président. Il a été entièrement préparé par les cadres de la PDVSA, soutenus pour l'occasion par des dirigeants de l'armée vénézuélienne, les milieux d'affaires, l'ambassade des Etats-Unis à Caracas et la CIA. Arrêté dans la soirée à l'issue d'une gigantesque manifestation d'opposants, Hugo Chavez est remplacé à la tête de l'Etat par Pedro Carmona, le président de la Chambre de Commerce du Venezuela, qui a été reçu quelques jours plus tôt à la Maison Blanche... L'une de ses premières mesures est de nommer à la tête de la compagnie publique un dirigeant venu de l'ancienne équipe et de suspendre la législation pétrolière...

On sait ce qu'il advint. Mal préparé - la CIA n'est décidément plus ce qu'elle était ! - le coup d'Etat ne résiste pas aux manifestations des partisans de Chavez, rétabli à la tête de l'Etat moins de 48 heures après son arrestation. La PDVSA, pour autant, n'a pas dit son dernier mot. Huit mois plus tard, en novembre 2002, les cadres du groupe -

que Chavez a maintenus en place après le coup d'Etat d'avril - organisent, avec les milieux patronaux, une grève générale qui va durer pas moins de 63 jours. 63 jours au cours desquels le groupe public cesse pratiquement toute activité, entraînant une baisse de la production pétrolière de près de 70% et une chute de 9% du produit intérieur brut du pays. A nouveau, l'opération échoue en raison de la mobilisation des partisans de Chavez. Cette fois, celui-ci n'hésite pas : au début de l'année 2003, 18 000 des 42 000 employés de la PDVSA - dont 80% des cadres - sont licenciés, l'industrie vénézuélienne recevant l'ordre de ne pas en embaucher un seul. La purge est sévère. Elle a pour effet de provoquer une fuite des cerveaux, de nombreux cadres licenciés rejoignant les compagnies pétrolières étrangères... Chavez n'en a pas moins gagné son pari : cinq ans après son élection, le groupe public est définitivement mis au pas...

A Washington comme dans les états-majors des compagnies pétrolières, on considère désormais avec effroi les dernières initiatives de Hugo Chavez. En avril 2006, ainsi, il a imposé à dix-sept sociétés pétrolières étrangères - dont Shell, Chevron, l'ENI, Total, BP et quelques autres - de nouveaux contrats



d'exploitation. Désormais, les compagnies étrangères ne pourront plus opérer seules dans le pays mais devront le faire par l'intermédiaire de sociétés communes dans lesquelles la PDVSA disposera de 60% du capital. En outre, Caracas a réclamé aux compagnies des retards d'impôts qui se chiffrent à plusieurs dizaines de millions de dollars. Mais il y a pire encore ! Après avoir signé des contrats avec la Chine et la Russie, s'être rapproché de l'Iran et envoyé quelques éloges à destination de la Corée du Nord, Hugo Chavez est en train de faire école ! Elu à la fin de l'année 2005 à la tête de la Bolivie, le président Evo Morales a ainsi annoncé la nationalisation des hydrocarbures et envoyé l'armée prendre possession des champs exploités par les multinationales étrangères afin de les contraindre à négocier de nouveaux contrats. A Caracas, Chavez peut sourire : assis sur des réserves estimées entre 100 et 270 milliards de barils pour le seul brut extralourd de la ceinture de l'Orénoque, porté par des prix qui flirtent avec les 80 dollars le baril, il a les moyens de jeter quelques grosses pierres dans le jardin de Washington. Près de 150 ans après la découverte du colonel Drake, à Titusville, le pétrole est en passe de rentrer dans une ère nouvelle. Une ère marquée

par l'entrée en lice de nouveaux pays et par la contestation croissante du pouvoir et des positions des opérateurs historiques. D'un bout à l'autre de la planète, la guerre pour l'or noir fait désormais rage...

Tristan GASTON-BRETON,

Historien d'entreprises

tgastonbreton@elzear.com